



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

lutte contre le racisme

Question au Gouvernement n° 2064

Texte de la question

ACTES ANTISÉMITES

M. le président. La parole est à M. Christian Estrosi, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Christian Estrosi. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre. En vous posant cette question, j'apporte en même temps la démonstration de la réponse totalement décalée que vient d'apporter votre secrétaire d'État, M. Le Guen.

Des actes de violence opposant des manifestants pro-Palestiniens aux forces de l'ordre ont éclaté dans les grandes villes de France. C'est la première fois, monsieur le Premier ministre, depuis la Libération, que l'on investit une synagogue, que l'on s'attaque à un commerce au motif qu'il vendrait des produits juifs. Avec tout le groupe UMP et sans doute un certain nombre d'autres députés ici présents, je veux dire à la communauté juive de France toute notre émotion. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*

M. Philippe Martin. Très bien !

M. Christian Estrosi. Une fois encore – malheureusement –, la France doit à nouveau subir des violences communautaires. Face à cela, le Président de la République n'a pas su répondre aux questions des journalistes hier, se contentant, comme d'une évidence, de dire qu'il souhaitait la paix.

Mme Julie Sommaruga. Pas vous ?

M. Christian Estrosi. Ce n'est pas une proposition d'initiative qu'il a apportée.

Les événements démontrent que la République est en danger et que certains veulent mettre en péril l'unité de la nation en instrumentalisant ce conflit pour l'importer sur le territoire national. *(Exclamations sur certains bancs des groupes SRC et GDR.)*

À Nice, le jour de la fête nationale, plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblées dans le centre-ville, malgré l'interdiction de la manifestation, prononcée – à ma demande – par le préfet. J'ai d'ailleurs dû beaucoup insister, pendant plusieurs jours, pour qu'enfin il se prononce, le jour même de la manifestation.

Il s'agit d'une provocation intolérable. On ne peut pas continuer à accepter l'inacceptable, à essayer de justifier l'injustifiable, surtout le jour où les Français rendaient hommage aux forces de sécurité, ainsi qu'à nos soldats, engagés partout dans le monde – vous l'avez rappelé, monsieur le président.

Monsieur le Premier ministre, saisissez-vous la justice contre ceux qui scandaient : « Israël, assassin » ou : «

Nous sommes tous des Mohamed Merah », ce que n'a pas semblé prêt à faire le président de la République hier ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur plusieurs bancs du groupe UDI.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, je souhaiterais que, dans de tels moments, face à des débordements tout à fait intolérables... (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. S'il vous plaît ! Sur un sujet comme celui-là, on peut écouter la réponse !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...il y ait, de la part de la représentation nationale et de tous les responsables politiques, comme cela a été souvent le cas, une capacité d'union et de rassemblement...

M. Claude Goasguen. Et vous, que faites-vous ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Même sur un sujet qui met en cause – vous n'avez pas tort à cet égard – la cohésion, le ferment même de la nation, vous trouvez une fois encore, et je le regrette, monsieur Estrosi, le moyen de diviser et de faire porter la responsabilité sur le Président de la République. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste. – Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Sur des sujets comme celui-là, sur lesquels, d'ailleurs, comme tous ici, j'ai toujours été intraitable, que ce soit en tant que ministre de l'intérieur, de parlementaire ou, tout simplement, de responsable politique, nous pourrions pas se retrouver, plutôt que de diviser et d'en appeler en permanence à la confrontation politique ? (*Nouveaux applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.*) La lutte contre le racisme, l'antisémitisme, la division et le communautarisme devrait nous rassembler, au nom même des valeurs de la République.

M. Christian Estrosi. Que faites-vous ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Pourquoi essayer, monsieur Estrosi, mesdames et messieurs de l'opposition, de diviser et de casser, alors que, au contraire, le rassemblement, la capacité à trouver les mêmes mots, à nous retrouver autour des mêmes valeurs, constituent la meilleure réponse contre ces débordements, contre ceux qui s'en prennent à des synagogues, contre ceux qui s'en prennent aux juifs de France. Car s'en prendre aux synagogues et aux juifs de France, ce n'est pas s'en prendre à une communauté : c'est s'en prendre à la République, à la France et à nos valeurs. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.*) Voilà ce qui devrait être en permanence rappelé et qui rendrait d'ailleurs plus forte, M. Estrosi, votre question.

La police française a parfaitement réagi. Elle a empêché, précisément, les intrusions dans les synagogues du quatrième et du douzième arrondissements. Le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, a reçu hier les représentants de la communauté juive. Le Président de la République a dit, ce que je redis devant vous, que nous ne pouvons admettre, en France, un seul instant, que l'on cherche une fois encore à importer sur notre sol le conflit du Proche-Orient. Je veux dire à tous nos compatriotes, notamment à ceux de confession juive, qu'ils ont droit évidemment à la sécurité, que nous sommes à leurs côtés, que nous saisissons la justice et que jamais nous ne permettrons ces divisions, parce que ce n'est pas cela, la France. Voilà, monsieur Estrosi, comment on rassemble un pays : en agissant pour les valeurs de la République. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDDP et sur plusieurs bancs du groupe GDR.*)

M. Philippe Meunier. Faites-le !

Données clés

Auteur : [M. Christian Estrosi](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2064

Rubrique : Droits de l'homme et libertés publiques

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [16 juillet 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 juillet 2014](#)